

France des inégalités : les chiffres qui dérangent, entretien avec Patrick Savidan, président de l'Observatoire des inégalités

31 octobre 2006

Dans votre ouvrage [1], vous posez d'emblée ce constat : « inégalités, la grande hypocrisie française ». Pourquoi ?

Depuis sa création, l'Observatoire des inégalités veut secouer le discours ambiant qui ne correspond pas du tout à la réalité sociale. On dénonce toujours les inégalités par leurs aspects les moins nocifs. Aujourd'hui, par exemple, on se bat comme des forcenés sur les discriminations : on nous fait croire qu'une fois ce problème résolu, on en aura fini avec les inégalités sociales. Pourtant, le gamin de banlieue, originaire de l'immigration, n'est pas seulement défavorisé parce qu'il est originaire de l'immigration, mais aussi parce que ses parents appartiennent à un certain milieu social. De la même façon, l'insistance sur l'égalité des chances est critiquable si elle ne s'accompagne pas d'un discours plus ambitieux sur la stratification sociale et les écarts de revenus.

Vous écrivez que les chiffres officiels dressent un portrait trompeur de la société française...

Est-il normal qu'en France, qui se targue d'être une démocratie avancée, on n'ait pas collecté les informations sur les revenus du patrimoine depuis 1996 ? Contrairement à des pays très néolibéraux comme les États-Unis ou la Grande-Bretagne ! Aujourd'hui, les dernières informations complètes dont on dispose traduisent un état de la situation quand Balladur était premier ministre ! Comment peut-on débattre sérieusement dans notre démocratie avec des informations tronquées ?

Vous avez travaillé trois ans pour collecter toutes les données sur les inégalités. Comment expliquez-vous que des institutions publiques comme l'INSEE ne l'aient pas fait avant vous ?

Je ne veux pas tomber dans une théorie du complot. Les informations sont sans doute collectées mais elles ne sont pas diffusées. On préfère conserver une présentation des inégalités favorable à la France. En effet, si on n'y regarde pas de trop près, elle parvient plutôt à stabiliser la différence entre les plus hauts et les plus bas salaires. Sauf que si on intègre le temps partiel, les périodes de chômage et le patrimoine dans le calcul des revenus, la situation apparaîtrait nettement dégradée. Il y a aussi un certain désintérêt en France pour les questions sociales. Comment se fait-il, par exemple, qu'on ne s'intéresse pas aux femmes dans ce pays ? On s'intéresse à la parité, c'est très bien, mais on a toujours une approche un peu cosmétique des inégalités. Ainsi, quand on compare le salaire des hommes et des femmes, on avance une différence de 19 % à 20 %, mais on ne tient compte que des salariés à temps complet ! Si on intègre les périodes de chômage et le temps partiel, les écarts de revenus entre les hommes et les femmes seraient très importants, autour de 40 %. En fait, on ne parle jamais du système global des inégalités. Ni du fait qu'elles se cumulent et qu'elles sont aggravées pour certaines catégories de la population.

Ce silence et ce désintérêt ont-ils toujours existé ?

Non. Mais, à partir des années quatre-vingt, on a vu monter un discours axé sur la notion d'équité, qui consiste à justifier certaines formes d'inégalités, soi-disant bonnes pour l'économie : il faudrait mettre les gens au travail, leur donner envie de gagner plus... Et ce discours sur l'équité émerge précisément au moment où on entre, au niveau économique, dans la période la plus offensive du néolibéralisme, avec Thatcher et Reagan. Résultat, aujourd'hui, dire « égalitariste », c'est une grossièreté, c'est brider les gens, les empêcher d'être eux-mêmes.

À quoi ressemble la France telle que vous la décrivez dans l'État des inégalités ?

Elle gagne environ 1 200-1 300 euros, elle compte un nombre significatif de gens qui ne peuvent pas partir en vacances, qui passent beaucoup de temps sur les seuls loisirs bon marché, c'est-à-dire la télévision. C'est une France qui n'est pas hyper diplômée avec 9 % de gens titulaires d'un diplôme supérieur ou égal à bac + 2 et 45 % disposant d'un diplôme inférieur ou égal au brevet des collèges. Les effets de décrochage s'accroissent dans l'emploi, la progression salariale s'est stabilisée... C'est aussi une France où le système de santé est excellent mais où, les conditions de travail s'étant nettement détériorées, c'est quasiment la première fois que l'espérance de vie d'un ouvrier progresse moins vite que celle d'un cadre. C'est un système où les Français savent qu'ils ne pourront pas mener jusqu'au bout la scolarité de leurs enfants : il y a 44 % d'enfants d'ouvriers dans l'enseignement adapté du secondaire et 1,6 % d'enfants de cadres et plus de 45 % d'enfants de cadres en classe prépa contre 6 % d'enfants d'ouvriers... C'est donc une France à la fois inquiète de son présent et de son avenir. Et à juste titre.

Les jeunes, notamment, semblent subir de plein fouet la crise économique...

En effet. Prenons les écarts de revenus des moins de 29 ans dans les années soixante-dix et dans les années quatre-vingt-dix. Le rapport entre les 10 % les plus hauts et les 10 % les plus bas était de 2,7 dans les années soixante-dix ; il est de 3,1 aujourd'hui. Il y a donc plus de différence de revenus entre les jeunes aujourd'hui qu'il n'y en avait dans les années soixante-dix. L'échelle des salaires est en train de s'étirer. Alors que si on regarde les moins de 44 ans, entre 1970 et 1990, le rapport diminue de 3,6 à 3,1 et il passe de 5,1 à 4,1 pour les moins de 64 ans. Les écarts de revenus sur ces vingt ans se sont réduits pour les plus âgés, alors qu'ils s'étendent pour les plus jeunes.

D'où le sentiment exprimé très clairement pendant le mouvement contre le CPE d'être la génération qui fera moins bien que ses parents...

On est pour la première fois dans une inversion de tendance. Les jeunes sont moins bien payés, les périodes de précarité sont plus longues, leurs retraites seront moins importantes... On est en train de construire les inégalités de demain dans des proportions qu'on ignore aujourd'hui. Les moins de 29 ans ont déjà contracté un certain retard par rapport aux autres générations. Regardez par exemple les gamins des zones urbaines sensibles où le taux de chômage des jeunes peut atteindre 53 %. À eux, on ne fera pas croire qu'ils sont égaux aux autres !

Le diplôme joue un rôle crucial dans la production des inégalités, écrivez-vous. Comment ?

On est dans un système qui consiste à dire que les inégalités sont justifiées quand elles sont méritées. On a disqualifié toutes les formes de reproduction héréditaire des inégalités, les gens ne se vantent pas d'être des héritiers. Le seul instrument de légitimité de la production des inégalités est désormais le diplôme. Mais le discours est pervers. Parce que les détenteurs d'un capital culturel en sont aussi bénéficiaires : un prof a du mal à dire qu'un système qui fonde les hiérarchies sociales sur le diplôme est un système injuste. Pour lui, le diplôme a une signification légitime. Mais c'est faux : c'est un instrument de discrimination parce qu'il a été produit de manière inégale...

Pourquoi ?

Simplement parce que ce sont ceux qui ont le plus de moyens qui réussissent le mieux. Les différences de diplôme sont la traduction de différences sociales. Et ensuite le système radicalise les inégalités puisque la formation professionnelle va vers les plus diplômés... L'avantage initial se renforce et s'étend.

Est-ce une coïncidence que votre livre paraisse à quelques mois de l'élection présidentielle ?

Oui. Mais on en est très contents ! Parce qu'on pense que le cas particulier de l'élection de 2002 correspondait à une grossière erreur de diagnostic de la société. Le gouvernement Jospin s'est trompé sur sa politique, notamment avec les baisses d'impôts. Et il s'est trompé en raison d'une mauvaise représentation des attentes des classes populaires. Notre objectif est que, cette fois, la situation sociale soit prise en compte dans la multiplicité de ses dimensions.

Entretien réalisé par Lénaïg Bredoux pour [l'Humanité](#), 24 octobre 2006.

[1] L'État des inégalités en France, 2007, sous la direction de Louis Maurin et Patrick Savidan, Belin, octobre 2006, 19,90 euros.

-
- Emplacement :
 - Adresse de cet article : <https://www.inequalitywatch.eu/France-des-inegalites-les-chiffres-qui-derangent-entretien-avec-Patrick-Savidan>